

**FERRAND (M. Pierre)**, *Député de la Creuse*  
(*app. R. P.*).

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502).

### Dépôts :

Le 22 mars 1956, une proposition de loi tendant à alimenter le fonds national de vieillesse sans augmentation d'impôts, **n° 1360**. — Le 17 mai 1956, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur : I. les propositions de loi : 1° de MM. Jean Cayeux et Coirre (n° 994) relative au concours de médecin des hôpitaux de Paris ; 2° de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues (n° 1613) tendant : 1° à ouvrir un concours spécial de médecin des hôpitaux de Paris réservé aux candidats aux épreuves annulées de 1949 et qui n'ont pas été nommés, par la suite, médecins des hôpitaux ; 2° à confirmer les résultats des épreuves et concours postérieurs aux épreuves de 1949 ; II. la proposition de résolution de M. Pierre-Fernand Mazuez et plusieurs de ses collègues (n° 256) tendant à inviter le Gouvernement à placer tous concours de recrutement hospitalier (médecins, étudiants et auxiliaires médicaux) sous la direction du Ministère de l'Education nationale, **n° 1871**. — Le 20 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 17 février 1956, sur le projet de loi relatif à l'organisation des cadres d'active et de réserve de l'armée de l'air, **n° 2271**. — Le 20 juin 1956, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire dans les écoles des divers ordres d'enseignement le jeu éducatif de rugby (à 7 ou 8 joueurs), **n° 2274**. — Le 27 juin 1956, une proposition de loi tendant à mettre entre les mains d'un seul Ministère tout ce qui intéresse la santé publique, **n° 2361**. — Le 4 octobre 1956, une proposition de loi tendant à accorder une prime de libération de 20.000 à 50.000 francs, selon leur situation de

famille, aux combattants d'Algérie, **n° 2882**. — Le 9 octobre 1956, une proposition de loi tendant à l'adoption de mesures destinées à diminuer la fréquence des accidents automobiles et à accroître la sécurité des usagers, **n° 2926**. — Le 9 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder l'autorisation législative particulière prévue par l'article 89 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956 afin que le montant de la taxe piscicole soit affecté uniquement aux besoins de la pisciculture, **n° 3194**. — Le 29 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté du 7 novembre 1956 relatif à la limitation de la circulation automobile, **n° 3388**. — Le 11 décembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir toutes mesures susceptibles de favoriser l'établissement d'horaires de travail plus rationnels dans les administrations publiques et les entreprises privées, **n° 3514**. — Le 18 janvier 1957, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi, modifiée par le Conseil de la République, relative aux concours de médecin des hôpitaux de Paris et complétant l'article 730 du Code de la santé publique, **n° 3825**. — Le 28 janvier 1957, une proposition de loi tendant à exonérer les sinistrés viticoles de la distillation obligatoire et à admettre la commercialisation de leurs vins au degré minimum légal le plus bas prévu par l'article 294 du Code du vin, **n° 3867**. — Le 13 février 1957, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi, modifiée par le Conseil de la République, relative aux concours de médecin des hôpitaux de Paris et complétant l'article 730 du Code de la santé publique, **n° 4117**. — Le 1<sup>er</sup> mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer tout contrôle fiscal tant qu'une véritable réforme fiscale n'aura pas été votée, **n° 4378**. — Le 1<sup>er</sup> mars 1957, une proposition de loi tendant à supprimer tout rehaussement d'impôts et tout contrôle chez les contribuables qui adoptent le régime forfaitaire pour le paiement des taxes sur le chiffre d'affaires, **n° 4380**. — Le 11 avril 1957, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi, modifiée par le Conseil de la

République dans sa deuxième lecture, relative aux concours de médecin des hôpitaux de Paris et complétant l'article 730 du Code de la santé publique, n° 4854. — Le 14 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à respecter les dispositions de la loi du 30 décembre 1951 sur le fonds routier, n° 4977. — Le 14 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la liberté de distribution de l'essence, n° 4978. — Le 14 mai 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'arrêté du 15 février 1957 concernant le marquage des animaux visés par la loi n° 56-786 du 4 août 1956 relative à la prophylaxie de la tuberculose des bovidés et au contrôle de la salubrité des viandes, n° 4980. — Le 3 juillet 1957, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi, modifiée par le Conseil de la République dans sa troisième lecture, relative aux concours de médecin des hôpitaux de Paris et complétant l'article 730 du Code de la santé publique, n° 5323. — Le 18 septembre 1957, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse par des dispositions sur le droit de réponse en matière de presse radiodiffusée ou télévisée, n° 5756. — Le 18 septembre 1957, une proposition de loi tendant à interdire la vente au public des produits dits de « permanente à froid », n° 5757. — Le 18 septembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre en faveur de tous les bénéficiaires de prêts à la construction des mesures destinées à éviter la répercussion de l'élévation des taux de l'escompte de la Banque de France sur les intérêts de ces prêts, n° 5758. — Le 18 octobre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à présenter dans un délai de trois mois un projet de loi-cadre en vue de réformer la législation hospitalière, n° 5844. — Le 28 octobre 1957, une proposition de loi tendant à permettre une revalorisation de la marge commerciale des détaillants de carburants et fixant son montant à 7 0/0, n° 5853 (rectifié). — Le 28 octobre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger les décrets nos 56-875, 56-876 et 56-877 du 3 septembre 1956 fixant les modalités d'application des taxes sur les véhicules à moteur, prévues par la loi n° 56-639 du 30 juin 1956 instituant un Fonds

national de solidarité, n° 5854. — Le 5 novembre 1957, une proposition de loi tendant à accorder l'autorisation législative particulière prévue par l'article 89, paragraphe IV, de la loi n° 56-780 du 4 août 1956 pour que la taxe piscicole prévue par l'article 402 (Code rural) continue à être recouvrée et gérée sans changement après le 1<sup>er</sup> janvier 1958, n° 5867. — Le 28 novembre 1957, une proposition de loi tendant à organiser dans les hôpitaux de première et deuxième catégories des services d'électro-radiologie à « temps plein » susceptibles de faire face aux urgences et aux besoins réels de chaque hôpital, n° 6019. — Le 28 novembre 1957, une proposition de résolution tendant à préparer une réforme du calcul de l'indemnité parlementaire, n° 6021. — Le 14 janvier 1958, une proposition de loi relative au paiement du pécule des anciens prisonniers de guerre, n° 6320. — Le 12 février 1958, une proposition de loi tendant à assurer un effectif médical minimum dans les services de médecine des hôpitaux publics, n° 6586. — Le 13 février 1958, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi adoptée par le Conseil de la République relative à la situation de certains membres des professions médicales qui exerçaient leur art dans l'un des pays ayant rompu les relations diplomatiques avec la France entre le 30 octobre 1956 et le 9 novembre 1956, n° 6589. — Le 20 février 1958, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 4933) de M. André Beauguitte concernant la situation des jeunes gens classés « bons en observation » lors des opérations de recrutement, n° 6673. — Le 18 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la composition des commissions départementales des bourses d'enseignement en y introduisant des représentants des organisations professionnelles ou syndicales, n° 6918. — Le 18 mars 1958, une proposition de loi tendant à abroger l'arrêté interministériel du 21 mai 1957 établissant des redevances pour location et entretien des compteurs d'énergie électrique, n° 6919. — Le 18 mars 1958, une proposition de loi tendant à modifier l'article 56 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 sur la sécurité sociale relatif à la majoration de rente pour tierce personne, n° 6920. — Le 15 avril 1958, une proposition de résolution tendant à inviter

le Gouvernement à prévoir une utilisation permanente du camp de la Courtine, à y envisager la création d'une école d'instruction militaire y assurant la présence de 2.000 à 5.000 hommes, n° 7090. — Le 13 mai 1958, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 pour permettre aux locataires ou occupants de locaux à usage professionnel de céder leur bail ou leur droit au maintien dans les lieux à leurs successeurs professionnels, n° 7144. — Le 13 mai 1958, une proposition de loi tendant à modifier l'article 371 du Code rural en vue de restituer aux préfets les pouvoirs de réglementation de l'ouverture et de la fermeture de la chasse dans leurs départements, n° 7145. — Le 13 mai 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser et unifier le contrôle médical des lois sociales et de la sécurité sociale et à promouvoir un statut des médecins-contrôleurs, n° 7146. — Le 20 mai 1958, une proposition de loi tendant à modifier les pénalités applicables aux coupables de délits et contraventions de blessures par imprudence lorsqu'il s'agit d'accidents de la circulation routière, n° 7175. — Le 3 juin 1958, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 2361) de M. Pierre Ferrand tendant à mettre entre les mains d'un seul Ministère tout ce qui intéresse la santé publique, n° 7254. — Le 3 juin 1958, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi adoptée par le Conseil de la République relative à la situation de certains membres des professions médicales qui exerçaient leur art dans l'un des pays ayant rompu les relations diplomatiques avec la France entre le 30 octobre 1956 et le 9 novembre 1956, n° 7256.

### Interventions :

Est nommé Secrétaire de l'Assemblée Nationale [25 janvier 1956] (p. 80). — Prend part à la discussion : du projet de loi créant un fonds national de solidarité; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement supprimant les prestations familiales aux chefs de famille dont les ressources sont supérieures à 350.000 francs par enfant et affectant les ressources ainsi dégagées au financement du projet* [2 mai 1956] (p. 1660, 1661); — d'une proposition de loi relative au concours

de médecin des hôpitaux de Paris, en qualité de Rapporteur [29 mai 1956] (p. 2053); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957; Art. 14, Etat C, SERVICES FINANCIERS, Titres III et IV : *Organisation des services extérieurs de la direction générale des impôts; activité des brigades polyvalentes; nécessité d'une réforme fiscale démocratique; statut des personnels des régies financières* [1<sup>er</sup> décembre 1956] (p. 5399); Art. 15, Etat D, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Importance de la médecine d'équipe; nécessité pour le corps médical de faire lui-même sa révolution; modernisation nécessaire des hôpitaux et réforme de leur appareil administratif* [5 décembre 1956] (p. 5535, 5536); *Equipement hospitalier des régions à faible densité démographique; réforme des hôpitaux psychiatriques, liaison nécessaire avec les autres hôpitaux; développement nécessaire de la médecine préventive* (p. 5537, 5538); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au concours de médecin des hôpitaux de Paris, en qualité de Rapporteur [12 février 1957] (p. 766); *Insuffisance du nombre des médecins des hôpitaux de Paris* [19 février 1957] (p. 963, 964); en troisième lecture, en qualité de Rapporteur : *Reprise du texte voté par l'Assemblée Nationale en première lecture* [14 mai 1957] (p. 2341); en quatrième lecture, en qualité de Rapporteur; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Pierre Cot (Organisation d'un concours réservé aux candidats à l'emploi de médecin des hôpitaux de Paris qui ont satisfait aux épreuves de la bi-admissibilité lors des concours de 1948 à 1952)* [5 juillet 1957] (p. 3293, 3294). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce une question orale relative aux dénonciations calomnieuses dont a été victime une société pétrolière régionale [1<sup>er</sup> mars 1957] (p. 1232). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Ses observations sur le blocage des crédits d'équipement; la nomination nécessaire d'un ingénieur-adjoint du génie rural dans le département de la Creuse; l'adduction d'eau; l'habitat rural; la volonté du Gouvernement de peser sur les prix agricoles; le prix du lait; la lutte contre la tuberculose bovine (indemnités pour abatage); collaboration nécessaire entre les services sanitaires et les services vétérinaires; déclaration obligatoire des foyers; construction d'abattoirs publics, cas de celui de la Souterraine* [6 mars 1957] (p. 1322 à 1325); — d'un projet de loi relatif au plan de déve-

loppement de l'énergie atomique : *Mesures de sécurité et de protection contre la radioactivité; effets néfastes des expériences nucléaires et des déchets radioactifs; nécessité d'une réglementation de la commercialisation de l'atome* [2 juillet 1957] (p. 3123 à 3127). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [3 octobre 1956] (p. 3993), [2 octobre 1957] (p. 4483). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la taxe piscicole : *Maintien du régime actuel de la taxe piscicole* [17 décembre 1957] (p. 5416); — des propositions de la Conférence des Présidents : *Ses explications de vote sur la question de confiance: utilisation de la question de confiance par le Gouvernement; paiement du pécule des prisonniers; paiement annuel, à terme échu, de la retraite du combattant* [16 janvier 1958] (p. 63 et 64); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, Crédits militaires, SECTION COMMUNE : *Attribution d'une prime de démobilisation aux soldats d'Algérie* [27 février 1958] (p. 1123).

**FILIPPI (M. Jean)**, Sénateur de la Corse  
(G. D.).

*Secrétaire d'Etat au Budget*

(Cabinet Guy MOLLET)

du 1<sup>er</sup> février 1956 au 13 juin 1957.

### Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat au Budget* (Cabinet Guy Mollet) [1<sup>er</sup> février 1956] (*J. O.* du 2 février 1956) (p. 1387).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif au fonds national de la vieillesse ; Art. 8 : *Demande de disjonction de M. Rolland (Financement du projet)* [22 mars 1956] (p. 1168, 1169); Art. 9 : *Amendement de M. Guy Petit (Augmentation du prix de l'essence)* (p. 1170); — du projet de loi relatif au laboratoire national de la santé publique : *Financement du projet, réduction des crédits de la protection civile* [24 avril 1956] (p. 1494); — du projet de loi créant un fonds national de solidarité ; Art. 7 : *Amendement de M. Boisdé tendant à déterminer le plafond des ressources suivant les dispositions de la loi du 10 juillet 1952 pour tous les agriculteurs dont*

*le revenu cadastral initial ne dépasse pas 500 fr. et amendement de M. Waldeck Rochet ayant le même objet pour tous les agriculteurs dont le revenu cadastral initial ne dépasse pas 750 fr.* [3 mai 1956] (p. 1705); Art. 10 : *Amendement de Mme Francine Lefebvre modifiant l'alinéa 1<sup>er</sup> (Affectation stricte des ressources); Attribution des subventions selon le système du forfait révisable* (p. 1713); *Amendement de M. Durbet visant le contrôle permanent par l'Etat des organismes vieillesse; Maintien du système du forfait révisable* (p. 1714); Art. 23 : *Amendement de M. Viatte mettant à la charge du fonds de solidarité les dépenses résultant de l'application de l'article premier de la loi du 27 mars 1956* (p. 1734); Art. 24 : *Amendement de M. Caillavet tendant à supprimer cet article (Agrément par l'Etat des directeurs et agents comptables des organismes de la mutualité agricole)* (p. 1735); en troisième lecture, Art. 1<sup>er</sup> : *Sa demande de réserver l'amendement de M. Boisdé tendant à porter à 50 0/0 la provision pour amortissement des immeubles et à augmenter le prélèvement sur les sommes engagées au pari mutuel* (p. 2725); *Sa demande de réserver l'amendement de M. Boisdé relatif au mode de perception de la taxe sur les automobiles* (p. 2726); *Sa demande de réserver l'amendement de M. Boisdé excluant de la majoration des droits de timbre et d'enregistrement les sociétés d'épargne et de capitalisation* (p. 2726); *Sa demande de réserver l'amendement de M. Boisdé tendant à remplacer la taxe de luxe par une taxe sur les véhicules de tourisme d'une puissance supérieure à 15 CV et sur les véhicules immatriculés au nom de sociétés* (p. 2727); *Amendement de M. Boisdé tendant à exonérer les successions de moins de cinq millions de la taxe spéciale sur les biens transmis à titre gratuit* (p. 2727). — Répond à une question orale de M. Pierre Montel relative au régime de retraites de certains cadres [18 mai 1956] (p. 1929). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 ; CHARGES COMMUNES, Etat A, Chap. 31-41 : *Amendement indicatif de M. Lamps (Situation des fonctionnaires); Amendement indicatif de M. Paumier (Revalorisation des indemnités représentatives de frais)* [29 mai 1956] (p. 2069); Chap. 33-91 : *Amendement indicatif de M. Tourtaud (Subventions aux services sociaux des ministères, logement des fonctionnaires);*